



AID environnement

L'IMMOBILIERE EUROPEENNE DES MOUSQUETAIRES

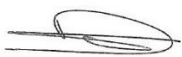

24 rue Auguste Chabrières

75015 PARIS

DOSSIER CAS PAR CAS – Annexe au CERFA n°14734*03

Projet : Création d'un bâtiment commercial INTERMARCHE – VINDRY SUR TURDINE (69)

RAPPORT D'ETUDE

Chargée d'étude	Superviseur	Date	Version
Damien TRUNEL	Florian BERCHU	13/05/2019	V ₁
			



Siège social : 12 Rue Plantevin - 42 000 SAINT ETIENNE - Tel 04 77 74 84 99 - Fax 04 77 61 24 80

www.ad-environnement.fr / contact@ad-environnement.fr

A.D Environnement - Siret 481 703 270 00035

SOMMAIRE

1. INTITULE DU PROJET	4
2. IDENTIFICATION DU MAITRE D'OUVRAGE OU PETITIONNAIRE.....	4
3. CONTEXTE REGLEMENTAIRE	4
4. CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROJET.....	5
4.1. DESCRIPTION DU SITE	5
4.2. PRESENTATION DU PROJET.....	7
5. SENSIBILITE ENVIRONNEMENTALE DE LA ZONE D'IMPLANTATION ENVISAGEE ET CARACTERISTIQUES DE L'IMPACT POTENTIEL DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE	9
5.1. RESSOURCES	9
5.1.1. Ressource en eaux.....	9
5.1.1.1. Contexte hydrologique.....	9
Qualité des eaux superficielles.....	10
5.1.1.2. Contexte hydrogéologique.....	10
Etat des eaux souterraines	10
Usage des eaux souterraines	11
5.1.1.3. Alimentation et utilisation de l'eau	11
5.1.2. Matériaux	11
5.1.2.1. Relief et morphologie.....	11
5.1.2.2. Géologie.....	12
5.2. MILIEUX NATURELS.....	12
5.2.1. NATURA 2000	12
5.2.2. ZNIEFF	13
5.2.3. ZICO	13
5.2.4. Arrêté de protection des biotopes.....	14
5.2.5. Zones humides	14
5.2.6. Consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes	14
5.3. RISQUES	15
5.3.1. Risques industriels et technologiques	15
Données BASIAS – BASOL :	15
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :	15
Plan de prévention des risques technologiques (PPRt) :	15
5.3.2. Risques naturels	15
Plans de prévention des risques naturels prévisibles.....	15
Retrait gonflement des argiles.....	16
Risque minier	16
Risque sismique.....	16
5.3.3. Risques sanitaires	16
Termites et mэрule	16
Radon	16

5.4.	NUISANCES.....	17
5.4.1.	<i>Liées aux trafics</i>	17
5.4.2.	<i>Liées aux émissions sonores</i>	17
5.4.3.	<i>Liées aux odeurs</i>	17
5.4.4.	<i>Liées aux vibrations</i>	17
5.4.5.	<i>Liées aux émissions lumineuses</i>	17
5.5.	EMISSIONS	17
5.5.1.	<i>Qualité de l'air et rejet atmosphérique</i>	17
5.5.2.	<i>Rejet liquide : gestion des eaux pluviales</i>	18
5.5.3.	<i>Effluent : gestion des eaux usées</i>	18
5.5.4.	<i>Gestion des déchets</i>	18
5.6.	PATRIMOINE / CADRE DE VIE / POPULATION	18
5.6.1.	<i>Patrimoine</i>	18
	Monuments historiques	18
	ZPPAUP et AVAP	18
5.6.2.	<i>Modifications des activités humaines et usages du sol</i>	19
5.6.2.1.	<i>Occupation du sol</i>	19
5.6.2.2.	<i>Organisation urbaine</i>	19
6.	MESURES DESTINÉES A ÉVITER OU RÉDUIRE LES EFFETS NÉGATIFS NOTABLES DU PROJET 21	
7.	AUTO-ÉVALUATION	22

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Localisation du site sur fond cartographique de l'IGN 1/25 000 ^{ème} (source : Géoportail)	5
Figure 2. Extrait du cadastre (source : géoportail.fr)	6
Figure 3. Présentation du site dans son environnement sur vue aérienne (source : Google Earth)	7
Figure 4. Plan de masse du projet	8
Figure 5. Localisation de la Turdine (source : Géoportail).....	9
Figure 6. Extrait de la carte géologique de TARARE au 1/50 000 ^{ème} (source : BRGM)	12
Figure 7. Photographies aériennes historiques du site	19
Figure 8. Extrait du plan de zonage du PLU après la mise en compatibilité liée au projet	20

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Tableau récapitulatifs des données de qualité	10
Tableau 2 : Etat chimique de la masse d'eau FRDG505	11

1. INTITULE DU PROJET

Création d'un bâtiment commercial INTERMARCHÉ et JUNET BRICO avec une station-service et un parking de 179 places sur la nouvelle commune de VINDRY SUR TURDINE.

2. IDENTIFICATION DU MAITRE D'OUVRAGE OU PETITIONNAIRE

Le porteur du projet est une personne morale « L'IMMOBILIERE EUROPEENNE DES MOUSQUETAIRES » de numéro de SIRET 33405564700575.

3. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

En amont du projet de construction d'un bâtiment commercial INTERMARCHÉ et JUNET BRICO avec une station-service et un parking de 179 places situé sur la commune de VINDRY SUR TURDINE, le Maître d'Ouvrage souhaite réaliser un état des lieux environnemental du site afin de mieux maîtriser les enjeux associés.

Selon ses caractéristiques, le site visé est soumis à une procédure cas par cas au titre de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du Code de l'Environnement pour la rubrique 41 « Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus ».

Afin de répondre à cette demande de l'autorité environnementale et d'anticiper les éventuels enjeux environnementaux inhérents à ce projet, A.D Environnement a été sollicité pour réaliser un état des lieux environnemental global et le dossier d'examen au cas par cas.

La présente étude confronte les caractéristiques du projet avec les exigences réglementaires et la vulnérabilité environnementale des milieux susceptibles d'être impactés.

Ce rapport synthétise les éléments suivants :

- Caractéristiques du site et du projet d'aménagement,
- Enjeux environnementaux et impacts potentiels,
- Intégration urbanistique, patrimoniale et paysagère.

Cette étude est annexée au formulaire Cerfa n°14734-03 de demande d'examen au cas par cas.

Une étude environnementale a déjà été menée par le bureau d'étude OXYRIA.

Un avis favorable a été rendu le 17 décembre 2019 par le commissaire-enquêteur à la déclaration de projet portant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) concernant l'installation de deux enseignes sur la zone de Basse Croisette.

Le nouveau PLU définira le site du projet comme zone d'activité commerciale AUi2.

4. CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROJET

4.1. Description du site

Le site d'implantation du projet est localisé sur la commune de VINDRY SUR TURDINE dans le département du Rhône en région Auvergne Rhône-Alpes. La commune comptabilise environ 802 habitants et fait partie de la communauté de communes « Communauté de l'Ouest Rhodanien ».

Le site est localisé à 560 m au sud du centre de l'ancienne commune de LES OLMES, le long de la Route Départementale n°7.

Les parcelles concernées sont référencées U 1402, U 681, U682, U 683, U 1318, U 1320, U 1421, U 1423 et U 1403 et présente une superficie totale d'environ 40 501 m² (voir figure 2).

La carte suivante localise le site dans son environnement proche.

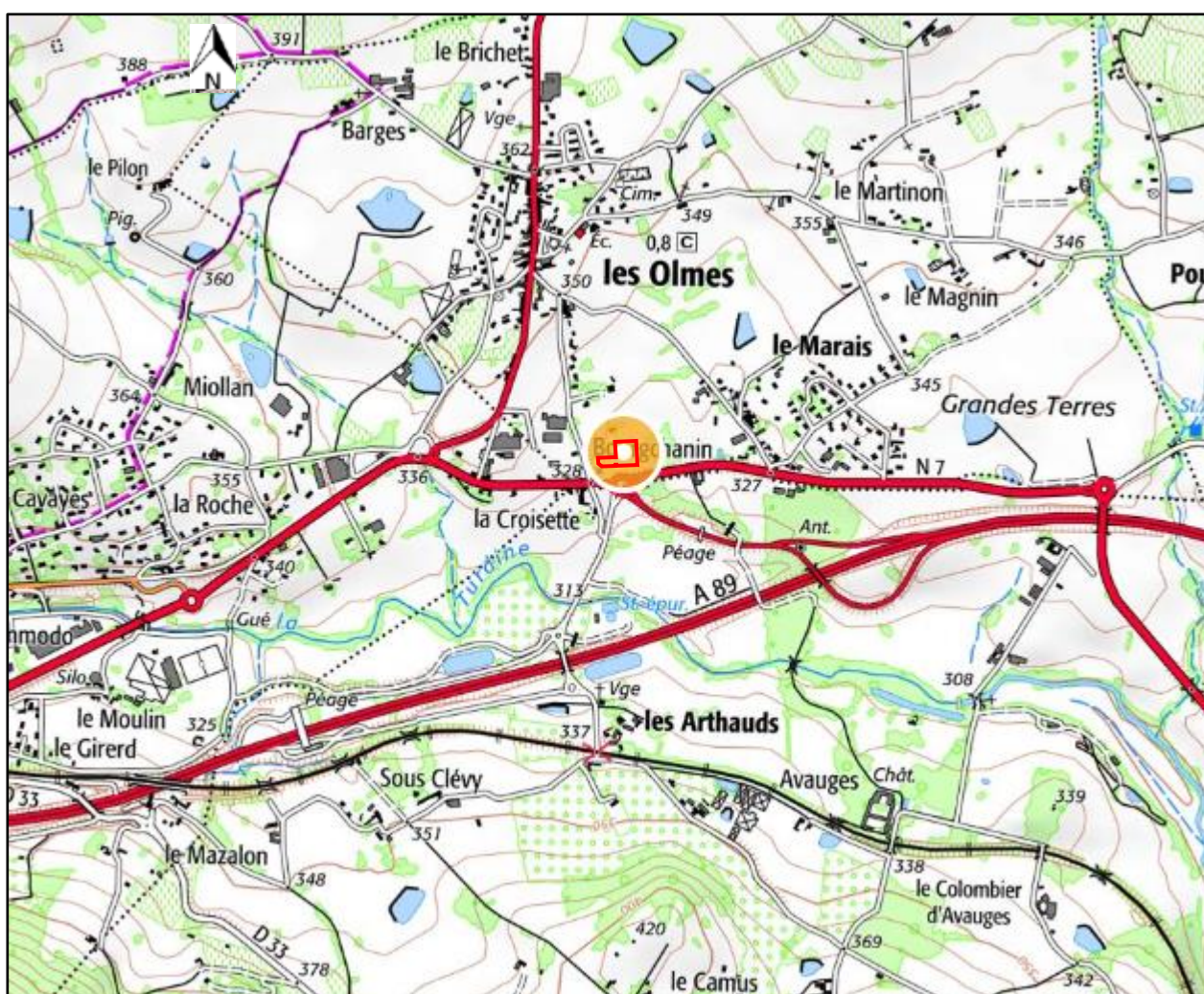


Figure 1. Localisation du site sur fond cartographique de l'IGN 1/25 000^{ème} (source : Géoportail)



Figure 2. Extrait du cadastre (source : géoportail.fr)

La majorité des parcelles sont actuellement exploitées (culture, prairies,...).

Il est entouré :

- Au Nord, par des prairies et des habitations.
- A l'Est, par une carrière, des prairies et des habitations,
- Au Sud, par la route départementale n°7, un échangeur d'autoroute, une station d'épuration et des terrains agricoles,
- A l'Ouest, par une zone industrielle.

La figure 3 ci-après présente ce contexte.



Figure 3. Présentation du site dans son environnement sur vue aérienne (source : Google Earth)

4.2. Présentation du projet

Le projet porte sur la création d'un bâtiment commercial INTERMARCHÉ et JUNET BRICO avec une station-service et un parking de 179 places.

Le projet comprend :

- La réhabilitation des parcelles agricoles.
- La création d'un bâtiment commercial avec une surface de vente de 6679 m²,
- La création de 179 places de parking dont 4 places PMR, 2 places jeunes maman et 2 places électriques.
- La création d'une station-service avec 6 pistes,
- L'aménagement de zones naturels de 7000m² comprenant de nombreuses mesures compensatoires (création de mares, une prairie humide, nombreuses haies, mise en place de barrières amphibiens, plantation d'espèces indigènes et de saules têtards, barrière anti-bruit).

Le plan de masse est présenté ci-après.

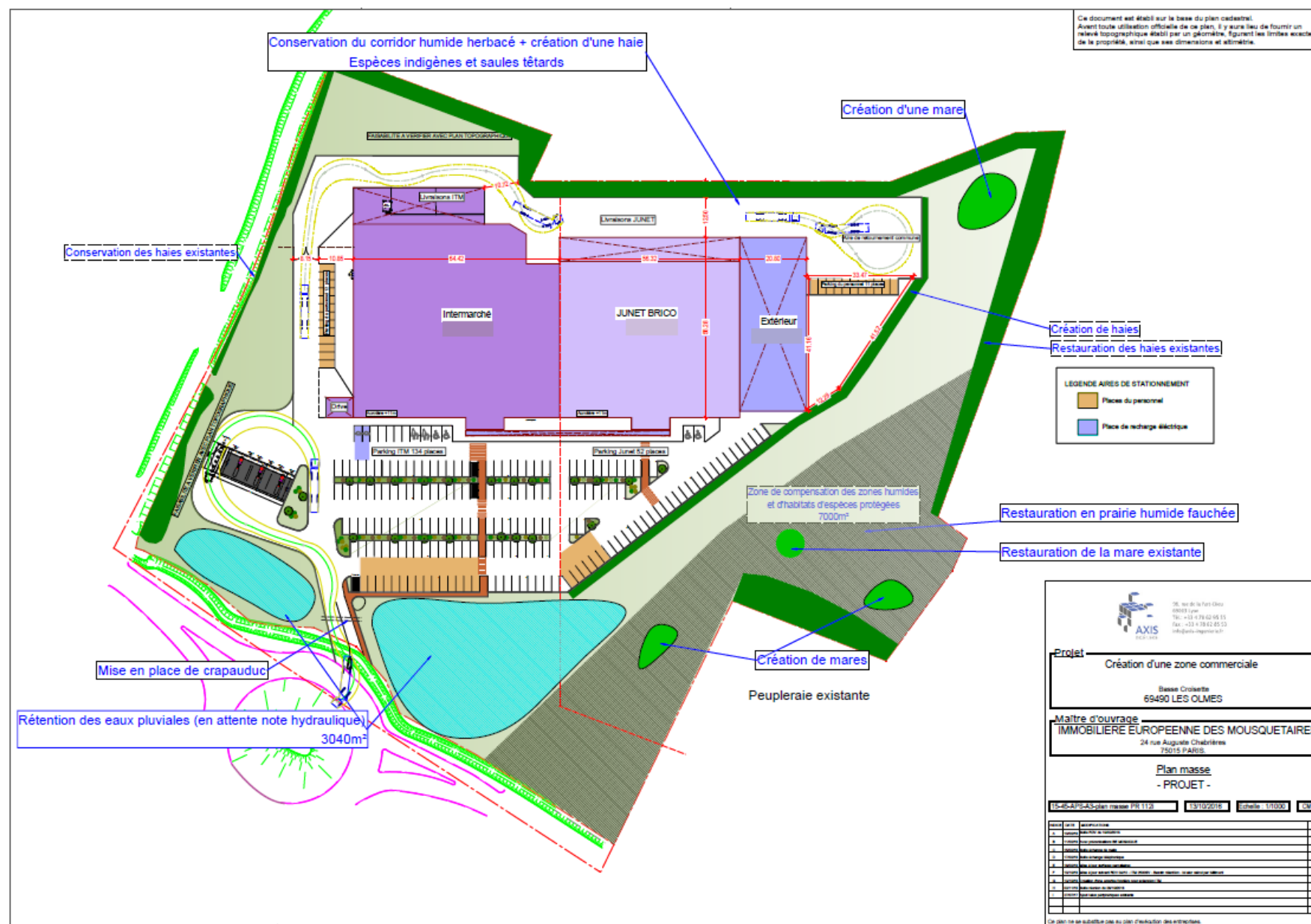


Figure 4. Plan de masse du projet

5. SENSIBILITE ENVIRONNEMENTALE DE LA ZONE D'IMPLANTATION ENVISAGEE ET CARACTERISTIQUES DE L'IMPACT POTENTIEL DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

5.1. Ressources

5.1.1. Ressource en eaux

Sources :
 Cartographies interactives de la DREAL Auvergne Rhône Alpes
 Portail des données sur l'eau dans le bassin Rhône Méditerranée (<https://www.eaurmc.fr/>)
 Banque de données du Sous-Sol (www.infoterre.brgm.fr)
 Portail national d'accès aux données sur les eaux souterraines (www.adess.eaufrance.fr)
 ARS Auvergne Rhône Alpes

5.1.1.1. Contexte hydrologique

Le site d'étude se trouve à 360 m au Nord de la rivière « La Turdine » qui sécoule de l'Ouest vers l'Est pour se jeter dans la « Brévenne » au niveau de l'Arbresle » à 9.1 km au Sud-Est.



Figure 5. Localisation de la Turdine (source : Géoportail)

Qualité des eaux superficielles

Le cours d'eau à proximité du site d'étude est La Turdine.

La qualité de La Turdine a été enregistré entre 2008 et 2018 par une station situé à l'Arbresle (code station : 06057200) situé à environ 9 km à Sud-Est du site en aval

Années (1)	Bilan de l'oxygène	Température	Nutriments		Acidification	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Macrophytes	Poissons	Hydromorphologie	Pressions hydromorphologiques	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
			Nutriments N	Nutriments P											
2018	TBE	TBE	MOY ①	MED ①	BE	MAUV ①	MOY	MED	MOY	MED			MED		BE
2017	TBE	TBE	MOY ①	MED ①	TBE	BE	MOY	MOY	MOY	MED			MED		BE
2016	TBE	TBE	MOY ①	MED ①	TBE	BE	MOY	MED	MOY	MED			MED		BE
2015	TBE	TBE	MOY ①	MED ①	TBE	BE	MOY	MED	MOY	MED			MED		MAUV ①
2014	BE	TBE	MOY ①	MED ①	TBE	BE	MOY	MED	MOY	MED			MED		MAUV ①
2013	BE	TBE	MOY ①	MED ①	TBE	BE	MOY	MED	MOY	MED			MED		MAUV ①
2012	BE	TBE	MOY ①	MED ①	TBE	BE	MOY	MED	MOY	MED			MED		MAUV ①
2011	BE	TBE	BE	MOY ①	TBE	BE	MOY	MED	MOY	MED			MED		MAUV ①
2010	BE	TBE	BE	MOY ①	TBE	BE	MOY	MED		MED			MED		MAUV ①
2009	BE	TBE	BE	MED ①	TBE	Ind	MOY	MED		MED			MED		MAUV ①
2008	MOY ①	TBE	BE	MAUV ①	TBE	Ind	MOY	MED		MED			MED		MAUV ①

Tableau 1. Tableau récapitulatifs des données de qualité

D'après les données de la station l'état écologique est plutôt médiocre et l'état chimique est plutôt en bon état.
La qualité de ce cours d'eau semble moyen à médiocre.

5.1.1.2. Contexte hydrogéologique

Le site d'étude se trouve dans la masse d'eau « Socle Monts du lyonnais, beaujolais, maconnais et chalonnais BV Saône », le code de cette masse d'eau est FRDG611.

Le site se trouve dans l'entité hydrogéologique « Formations primaires cristallines des bassins versants Azergues-Brévenne-Ardière » (Code BDLisa : 527AL00). Il s'agit d'une entité hydrogéologique à nappes libres.

Etat des eaux souterraines

Le bon état des eaux souterraines est apprécié en fonction de l'état chimique et quantitatif (équilibre entre prélèvements et alimentation de la nappe).

Etat quantitatif et chimique:

Le code européen de la masse d'eau sur laquelle se trouve le site d'étude est FRDG611. Cette masse d'eau est notée en bon état pour son état chimique et quantitatif, en 2009.

MASSES D'EAU				ÉTAT QUANTITATIF				ÉTAT CHIMIQUE					
N° ANNA	NOM	2009		OBJ. BE ①	MOTIFS DU REPORT ①		2009		TEND. ①	OBJ. BE ①	MOTIFS DU REPORT ①		
		ÉTAT ①	NC ①		CAUSES	PARAMÈTRES	ÉTAT ①	NC ①			CAUSES	PARAMÈTRES	
FRDG611	Socle Monts du lyonnais, beaujolais, maconnais et chalonnais BV Saône	BE		2015				BE			2015		

Tableau 2 : Etat chimique de la masse d'eau FRDG505

La masse d'eau souterraine à proximité du site est en bon état quantitatif et chimique.

D'après les données du BRGM, aucun point d'eau est recensé dans un rayon de 1000 m autour du site.

Usage des eaux souterraines

La consultation des services de l'Agence Régionale de Santé indique qu'il n'y a aucun captage sur la commune de VINDRY SUR TURDINE. Le site ne se situe pas dans un périmètre de protection de captage en eau potable.

Compte tenu de l'absence de captage sur la commune les eaux souterraines sont considérées comme peu vulnérables et peu sensibles. Le projet ne prévoit pas de prélèvements dans les eaux souterraines.

5.1.1.3. Alimentation et utilisation de l'eau

L'alimentation en eau du site est assurée par le réseau de distribution public.

Les principaux postes de consommation sont l'alimentation en eau potable du bâtiment.

5.1.2. Matériaux

Sources : Banque de données du Sous-Sol (<http://infoterre.brgm.fr>)
Carte géologique n°602 de Tournus au 1/50 000^{ème}

5.1.2.1. Relief et morphologie

La parcelle support est positionnée à environ 325 m NGF d'altitude et présente un dénivelé faible avec une pente moyenne de 4 % du Nord-Ouest vers le Sud-Est.

L'aménagement projeté n'occasionnera pas de déblai/remblai important.

5.1.2.2. Géologie

Le site est positionné au droit d'un ensemble de formations Granites Namuro-westphaliens noté « 2y3M » .

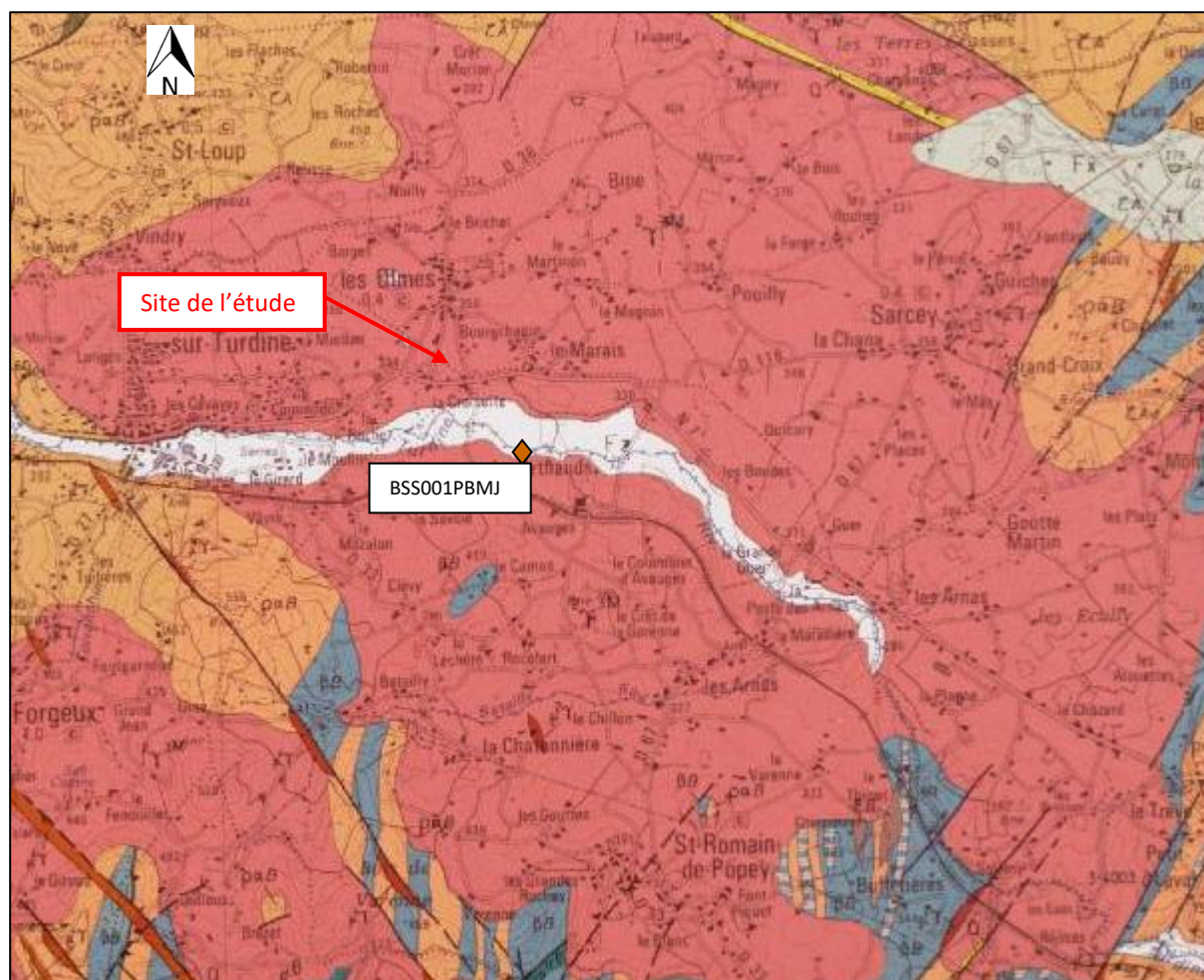


Figure 6. Extrait de la carte géologique de TARARE au 1/50 000^{ème} (source : BRGM)

Un sondage de sol a été réalisé à 580 m au Nord du site, celui-ci permet d'apporter des informations sur la géologie locale (BSS001PBMJ) :

- 0 à 0,2 m : terre végétales sableuse
- 0,2 à 8 m Granit décomposé
- 8 à 100 m : Granit compact avec de faibles arrivées d'eau.

5.2. Milieux naturels

Sources : Géoportail

Cartographie Carmen

5.2.1. NATURA 2000

Le réseau NATURA 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats.

Deux types de sites interviennent dans le réseau NATURA 2000 : les Zones de Protection Spéciales (ZPS) et les Zones Spéciale de Conservation (ZSC).

Les ZPS sont les zones intégrées au réseau NATURA 2000 au titre de la directive Oiseaux. Ces sites d'intérêt communautaire ont été élaborés à partir des Zones importantes pour la conservation des oiseaux (Zico). Pour assurer la conservation des espèces d'oiseaux menacées, la directive Oiseaux a défini une liste d'espèces pour lesquelles les États-membres sont tenus de constituer des ZPS et d'assurer une gestion conservatoire.

La directive européenne Habitat Faune Flore, qui complète la directive Oiseaux, a pour objectif de préserver la biodiversité de l'Union européenne par son maintien ou son rétablissement.

Cette directive impose aux États-membres d'effectuer un inventaire du patrimoine naturel de leur territoire, d'identifier les sites naturels disposant d'habitats naturels d'intérêt communautaire ou d'habitats abritant une espèce d'intérêt communautaire et de les proposer à la Commission européenne.

Une fois validés, ces sites deviennent des sites d'intérêt communautaire (SIC) et rejoignent le réseau Natura 2000 sous la forme de zones spéciales de conservation (ZSC).

Le site n'est pas situé au droit de zone naturelle remarquable NATURA 2000.

Aucun site NATURA 2000 n'est recensés dans un rayon de 3 km autour du site d'étude :

5.2.2. ZNIEFF

Les ZNIEFF constituent une base pour la constitution de zones de conservation de la biodiversité ainsi que pour la prise en compte de l'environnement dans les projets de construction et d'aménagement.

Il en existe deux types :

- Les ZNIEFF de type I : zones naturelles qui accueillent au moins une espèce ou un habitat écologique patrimonial. Ces ZNIEFF peuvent aussi avoir un intérêt fonctionnel important pour l'écologie rurale ;
- Les ZNIEFF de type II : zones naturelles plus étendues que les ZNIEFF de type I qui présentent une cohérence écologique et paysagère et sont riches ou peu altérées, avec de fortes potentialités écologiques.

Le site n'est pas situé au droit de zone naturelle remarquable ZNIEFF.

Des ZNIEFF sont recensée dans un rayon de 3 km autour du site d'étude :

- **ZNIEFF de type 1 « Moyenne vallée de l'Azergues et vallée de Saonan » - 820031388 à 2.6 km au Nord du site.**
- **ZNIEFF de type 2 « Haut bassin de l'Azergues et de Saonan » – 820031433 à 2.9 km au Nord du site.**

5.2.3. ZICO

Les ZICO sont des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux, ce sont des sites d'intérêt majeur hébergeant des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou européenne.

Le site n'est pas situé au droit d'une ZICO.

5.2.4. Arrêté de protection des biotopes

Un arrêté préfectoral de protection de biotope est un outil réglementaire de niveau départemental désignant des mesures réglementaires pour protéger la biodiversité d'une zone naturelle.

Le site n'est pas situé au droit d'un arrêté de protection de biotope.

5.2.5. Zones humides

Les zones humides sont des milieux diversifiés et au fonctionnement écologique complexe, ce d'autant plus qu'ils peuvent avoir été modifiés ou dégradés par des activités anthropiques. Ces zones font l'objet d'engagements internationaux de préservation, de restauration et de gestion de manière durable dans le cadre de la convention de RAMSAR, et d'obligations communautaires de protection et de rapportage dans le cadre de la directive sur les habitats d'intérêt communautaire.

La note technique du 26 juin 2017 relative à la caractérisation des zones humides, définit les zones humides par un cumul de deux critères : un critère pédologique et un critère botanique. Une zone humide est caractérisée lorsque de la végétation y existe, par la présence simultanée de sols habituellement inondés ou gorgés d'eau et, pendant au moins une partie de l'année, de plantes hygrophiles.

Sur le site d'étude, une zone humide est recensée.

Le projet ne s'implantera pas sur la zone humide d'intérêt départementale identifiée au titre du PLU ; il n'y aura donc pas d'impact sur cette dernière. Une petite zone humide autour de la mare sera détruite, environ 0.2 hectare, qui seront donc compensés.

5.2.6. Consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes

Le projet consommera des espaces enherbés agricoles.

La surface perméable sera diminuée par rapport à l'actuel notamment à cause du bâtiment commercial et du parking. Des mesures compensatoires seront mises en place sur 7000 m² d'espaces naturels.

Au vu de l'éloignement du site d'implantation du projet avec les différentes zones remarquables et au regard de sa nature, on peut conclure que le projet aura peu d'impact sur ces zones.

5.3. Risques

5.3.1. Risques industriels et technologiques

Données BASIAS – BASOL :

Sources : Visualiseur Infoterre du BRGM : <http://infoterre.brgm.fr>

La consultation des bases de données BASIAS (Base de donnée des Anciens Sites Industriels et Activités de service) et BASOL (Base de données des sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif) a pour but de recenser les sites industriels ou non pouvant présenter un risque de pollution ou des pollutions avérées à proximité du site étudié et d'en évaluer l'impact potentiel.

Aucun site BASOL ne se trouve au droit du site.

Aucun site BASIAS se ne situe au droit du site.

Aucun établissement BASOL n'est présent dans un rayon de 500 m autour du site.

3 établissements BASIAS sont présent dans un rayon de 1000 m autour du site.

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

Sources : Site internet <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr>

D'après la base de données de l'inspection des installations classées, il existe aucune installations classées sur l'ancienne commune de LES OLMES mais on peut en répertorier 2 dans un rayon de 3 km:

- CTM ENNOBLISSEMENT à 1.5 km m à l'Ouest du site autorisée pour des activités textiles et habillement ;
- La société FOTIA SULITEC à 1.8 km à l'Est du site autorisée pour une activité de travail ménanique des métaux et alliages.

Plan de prévention des risques technologiques (PPRt) :

Sources : Portail <http://www.georisques.gouv.fr>

La commune de VINDRY SUR TURDINE n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques.

5.3.2. Risques naturels

Plans de prévention des risques naturels prévisibles

Sources : Portail <http://www.georisques.gouv.fr>
Préfecture de la Saône et Loire

La commune de VINDRY SUR TURDINE est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Naturels inondations de la Brévenne et de la Turdine approuvé le 22 mai 2012.

Retrait gonflement des argiles

Sources : Portail <http://www.georisques.gouv.fr>

Le retrait-gonflement des sols argileux concerne l'ensemble du territoire et constitue le second poste d'indemnisation aux catastrophes naturelles affectant les maisons individuelles.

En effet, les variations des teneurs en eaux dans les sols argileux lors d'alternance de période de sécheresse et d'hydratation sont à l'origine de mouvements de terrain localisés qui peuvent engendrer des fissurations en façade des habitations.

Au droit du périmètre d'étude l'aléa est **faible**.

Risque minier

Sources : Portail <http://dpsm.brgm.fr>

La commune de VINDRY SUR TURDINE n'est pas concernée par les risques miniers.

Risque sismique

Sources : Portail <http://www.georisques.gouv.fr>

Le décret 2010-1255 du 22 octobre 2010 définit le nouveau zonage sismique national.

Le zonage est désormais fondé sur des limites communales et non plus cantonales. Le territoire français est ainsi divisé en 5 zones de sismicité allant de 1 (zone d'aléa très faible) à 5 (zone d'aléa fort).

La commune de VINDRY SUR TURDINE se situe en zone de sismicité 2 (aléa faible).

5.3.3. Risques sanitaires

Termites et mэрule

Sources : Préfecture de la Saône et Loire

Il existe un d'arrêté préfectoral relatif au risque termite et mэрule dans le département du Rhône mais il concerne la ville de LYON.

Radon

Sources : irsn.fr

Le radon est présent sur tout le territoire. Il existe 3 catégories de classement.

La commune de VINDRY SUR TURDINE est classée en catégorie 3 : c'est une commune localisée sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles. Ces formations correspondent notamment aux formations calcaires, sableuses et argileuses constitutives des grands bassins sédimentaires (bassin parisien, bassin aquitain) et à des formations volcaniques basaltiques (massif central, Polynésie française, Antilles...).

5.4. Nuisances

5.4.1. Liées aux trafics

En phase travaux il y aura du trafic supplémentaire dû aux véhicules de chantier. Une fois le projet finalisé le trafic supplémentaire sera celui des clients se rendant à l'Intermarché et à la station-service. Le site se trouve à proximité direct de la route départementale n°975. De plus le site se trouve dans la zone industrielle Bois Bernoux.

Les nuisances liées aux trafics sont jugées comme faibles au vu de l'emplacement du site.

5.4.2. Liées aux émissions sonores

Le projet de construction d'un bâtiment commercial créera des émissions sonores principalement durant la phase travaux. Durant la phase d'exploitation le bruit sera généré par les mouvements de voitures des clients et des camions de livraison. Le site se trouve à proximité direct de la route départementale n°7 considérée comme voie bruyante. De plus le site se trouve près d'une zone industrielle situé à 150 m à l'Ouest du site.

Les nuisances liées aux émissions sonores sont jugées comme faibles.

5.4.3. Liées aux odeurs

Le projet n'engendrera pas d'odeurs.

Les nuisances liées aux odeurs sont jugées comme nulles.

5.4.4. Liées aux vibrations

La phase travaux sera source de vibrations mais une fois cette phase terminée cette nuisance ne sera plus présente.

Les nuisances liées aux vibrations sont jugées comme faibles.

5.4.5. Liées aux émissions lumineuses

Le projet prévoit une enseigne lumineuse et la présence de mats d'éclairage sur le parking. Ces installations seront reliées à une horloge afin de limiter les émissions lumineuses.

Les nuisances liées aux émissions lumineuses sont jugées comme faibles.

5.5. Emissions

5.5.1. Qualité et de l'air et rejet atmosphérique

Source : [https:// www.atmo-auvergnerhonealpes.fr](https://www.atmo-auvergnerhonealpes.fr)

Dans le cadre des orientations prises par le Grenelle de l'Environnement, la surveillance de la qualité de l'air s'est régionalisée en France.

Pour la région « Auvergne Rhône Alpes », l'association Atmo « Auvergne Rhône Alpes » gère un parc de plusieurs stations de mesures fixes. Un indice de qualité est attribué chaque jour sur une échelle de 0 (très bon) à 100 (très mauvais). A titre indicatif, l'indice de qualité pour le secteur de LES OLMES était de 45 (Bon) le 29/04/2019 et de 38 (Bon) le 28/04/2019.

La Route départementale n°7 se trouve à proximité du site. Le niveau de pollution varie selon l'importance du trafic aux abords des voies de circulation et se disperse selon les conditions météorologiques.

L'impact sur la qualité de l'air potentiellement induit par le projet correspond à l'émission de particules par les véhicules en phase de chantier. Une fois le projet réalisé l'impact sera dû aux véhicules des clients et aux véhicules de livraison.

Compte tenu de l'implantation du projet l'impact sur la qualité de l'air lié à la circulation est considéré comme faible. De par sa nature, l'activité de supermarché a un risque intrinsèque de pollution atmosphérique jugé comme très faible.

5.5.2. Rejet liquide : gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales du site proviennent des eaux de toiture ainsi que des eaux de ruissellement sur les surfaces imperméabilisées.

Concernant la gestion de ces eaux, d'après le bureau d'études en charge du calcul de la rétention indique qu'il faudra mettre en place un volume de rétention de 3040 m³ avant rejet au réseau communal.

La méthode de gestion restera à définir.

La station-service sera équipée d'un séparateur hydrocarbure afin de récupérer les eaux pluviales au niveau des pistes et du dépotage.

5.5.3. Effluent : gestion des eaux usées

Les eaux usées seront rejetées dans le réseau collectif puis traitées en station d'épuration communale.

5.5.4. Gestion des déchets

Durant la phase d'exploitation, les déchets sur site seront les suivants : DIB, cartons, biodéchets, ordures ménagères. Ceux-ci seront triés puis recyclés ou revalorisés. De plus, les déchets de la boucherie seront gérés par une société d'équarrissage. Un local froid sera présent sur site il y aura donc des fluides frigorigènes.

5.6. Patrimoine / Cadre de vie / Population

5.6.1. Patrimoine

Monuments historiques

Source : Base mérimée

Selon les informations issues de la base Mérimée répertoriant les bâtiments classés et/ou inscrits au titre des Monuments Historiques, il y a 1 monuments historiques sur la commune de VINDRY SUR TURDINE. Ce monument se trouve à 1.1 km au Sud Est du site.

Le projet d'aménagement ne se trouvant pas à proximité d'un monument historique le projet ne portera pas atteinte à celui-ci.

ZPPAUP et AVAP

Source : <http://www.culture.gouv.fr/>

Le département du Rhône comprend plusieurs sites patrimoniaux remarquables, certains sont classés comme AVAP. La commune de VINDRY SUR TURDINE ne fait partie d'aucune de ces zones.

Le site n'est pas susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager.

5.6.2. Modifications des activités humaines et usages du sol

5.6.2.1. Occupation du sol

Historiquement le site a toujours été occupé par une activité agricole.



Figure 7. Photographies aériennes historiques du site

Le projet modifiera l'occupation des sols mais des mesures compensatoires sont prévues.

5.6.2.2. Organisation urbaine

Une enquête publique relative à la déclaration de projet portant sur la mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) concernant l'installation de deux enseignes sur la zone de Basse Croisette a été ouverte le 18 septembre 2018.

Un avis favorable a été rendu par le commissaire enquêteur le 17 décembre 2018.

Le secteur passera ainsi d'un zonage N (naturel) à un zonage AU2 (activité commercial)



Figure 8. Extrait du plan de zonage du PLU après la mise en compatibilité liée au projet

Compte tenu la mise en compatibilité du PLU au projet, le PLU est favorable au projet. Le projet tient compte de l'intégration riveraine en tenant compte des nuisances susceptibles d'augmenter vis-à-vis du voisinage (bruit, circulation, pollution visuelle...) et de l'intégration paysagère en tenant compte de l'esthétique du projet avec notamment des espaces végétalisés. De nombreuses mesures compensatoires sont également prévues.

6. MESURES DESTINÉES A ÉVITER OU RÉDUIRE LES EFFETS NÉGATIFS NOTABLES DU PROJET

La confrontation du projet d'aménagement avec l'analyse des enjeux environnementaux révèle que le projet peut avoir des effets sur :

- les zones humides,
- les milieux naturels protégés,
- les eaux souterraines car il prévoit la création d'une station-service
- les eaux superficielles du fait de l'augmentation des surfaces imperméabilisées.

Il engendrera peu de nuisances compte tenu de l'activité qui sera exercée et produira peu d'émission.

Durant la phase travaux, une charte « chantier propre » sera mise en place afin notamment d'encadrer les opérations bruyantes et de limiter les émissions polluantes (trafic lié à la livraison des engins de chantiers, des matériaux).

L'intégration urbaine prendra en compte les dispositions en matière d'aspect visuel, d'ornements paysagers et d'accessibilité. Des espaces verts seront conservés et des arbres seront plantés.

Mesures préventives concernant la zone humide

Le site du projet a fait l'objet d'une caractérisation « zone humide ». L'étude pédologique du terrain a permis de conclure sur le caractère humide d'une partie du site de la parcelle.

Le projet ne s'implantera pas sur la zone humide d'intérêt départementale identifié au titre du PLU ; il n'y aura donc pas d'impact sur cette dernière. Une petite zone humide autour de la mare sera détruite, environ 0.2 hectare, qui seront donc compensés.

Mesures préventives concernant les eaux pluviales

Le projet intègre deux bassins de rétention pour les eaux pluviales en partie Sud du site.

De nombreuses études, dont celles du SETRA (février 2008) et du GRAIE (08/12/2004) indiquent aujourd'hui que les séparateurs à hydrocarbures ne sont pas à même de traiter les pollutions issues du ruissellement des eaux pluviales sur les parkings.

Ces études se basent sur de nombreuses analyses indiquant que les concentrations en hydrocarbures en entrée d'ouvrage sont très souvent inférieures à la limite de traitement indiquée par les constructeurs. De plus, les vitesses de coulements dans ces ouvrages sont souvent trop importantes pour permettre la décantation des particules polluantes.

Les rendements des séparateurs ont également été jugés très faibles voir négatifs pour certaines périodes pluvieuses (problématiques de relargage). Les conclusions de ces études démontrent donc l'inefficacité de ces systèmes dans le traitement des pollutions chroniques d'eaux pluviales ruisselant sur parkings/voiries.

En outre, les mêmes études indiquent que l'entretien et la maintenance opérée sur ces ouvrages génèrent plus de risques de pollution que s'ils étaient absents.

Pour ces raisons, de nombreuses agglomérations remettent aujourd'hui en cause l'implantation des séparateurs pour traiter les eaux pluviales de parkings.

Des demandes sont même expressément formulées pour que ces ouvrages ne soient pas mis en place de manière systématique (cf. Grand Lyon, Le Grand Toulouse, Communauté d'Agglomération GRAND LAC).

Aucun séparateur à hydrocarbures ne sera donc mis en place au droit des parkings.

Les eaux pluviales de la station-service seront collectées de manière indépendante et prétraitées via un séparateur d'hydrocarbures.

Mesures préventives concernant les eaux souterraines

Le risque d'impact sur la nappe est présence du fait de la présence de la station-service.

La station-service sera créée et équipée de manière à empêcher toute pollution de la nappe ou du milieu naturel conformément à la réglementation en vigueur : cuve double enveloppe avec détecteur de fuite, réseaux étanches, séparateurs d'hydrocarbures avec obturation automatique.

Les installations de la station-service seront contrôlées périodiquement conformément à la réglementation des ICPE.

7. AUTO-ÉVALUATION

En amont du projet de construction d'un bâtiment commercial (Intermarché et Junet Brico) avec une station-service et un parking situé sur la nouvelle commune de VINDRY SUR TURDINE, le Maître d'Ouvrage souhaite réaliser un état des lieux environnemental du site afin de mieux maîtriser les enjeux associés.

Selon ses caractéristiques, le site visé est soumis à une procédure cas par cas au titre de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du Code de l'Environnement pour la rubrique 41 « Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus ».

Au vu des différents éléments de l'étude :

- Le projet n'est pas concerné par un périmètre de captage des eaux potable,
- Le projet n'est pas concerné par des risques naturels ou technologiques,
- Le projet ne se situe pas dans une zone naturelle remarquable,
- Le projet n'engendrera pas d'enjeux majeurs en termes d'environnement,
- Le projet engendrera peu d'impact supplémentaire,
- Des mesures compensatoires sont d'ores et déjà prévus pour la faune et la flore impactés et le ruissellement des eaux pluviales.

Au vu des éléments ci-dessus nous ne pensons pas qu'une évaluation environnementale soit nécessaire.

De plus, le projet a déjà reçu un avis favorable le 17 décembre 2019 par le commissaire-enquêteur à la déclaration de projet portant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) concernant l'installation de deux enseignes sur la zone de Basse Croisette.

Le nouveau PLU définira le site du projet comme zone d'activité commercial AUi2.

ANNEXE

- ANNEXE 1 : Photographies du site
- ANNEXE 2 : Exemple de charte chantier propre

ANNEXE 1

Photographies du site



Photographie 1 : Vue depuis l'angle Sud Est



Photographie 2 : Vue depuis l'angle Nord Ouest

ANNEXE 2

Exemple de charte chantier propre

INTERMARCHÉ GRIGNAN



CHARTÉ « CHANTIER PROPRE » DU GROUPEMENT DES MOUSQUETAIRES

Opération : **CRÉATION BATIMENT COMMERCIAL
INTERMARCHÉ À GRIGNAN (26230)**

MOE : AB INGENIERIE

Date de notification :



CHARTRE CHANTIER PROPRE INTERMARCHÉ GRIGNAN

SOMMAIRE

0.	DEFINITION DES OBJECTIFS	3
1.	ENGAGEMENT LORS DE LA SIGNATURE	3
2.	RESPONSABILITE, CONTROLE ET SANCTIONS	3
3.	ORGANISATION DU CHANTIER ET PROPRETE	4
3.1	Stationnement des véhicules du personnel de chantier	5
3.2	Accès des véhicules de livraison	5
4.	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	6
4.1	Etat des lieux	6
4.2	Sauvegarde des arbres et végétaux	6
4.3	Protection des abords de la zone d'intervention	6
5.	REDUCTION DES NUISANCES	6
5.1	Lutte contre le bruit	6
5.2	Performances des moyens mécaniques (aspect et fonctionnement)	6
6.	TRAITEMENT / TRI DES DECHETS ET VALORISATION DES DECHETS COLLECTES	6



CHARTRE CHANTIER PROPRE INTERMARCHÉ GRIGNAN

0. DEFINITION DES OBJECTIFS

La présente Charte "Chantier Propre" a pour but de sensibiliser ainsi que de faire appliquer le respect de l'environnement par des efforts de qualité environnementale mis en place lors de la conception d'un point de vente.

Les nuisances générées par tout chantier de construction devront être limitées au maximum au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP.

Rappel des objectifs d'un "Chantier Propre":

- limiter les risques sur la santé des ouvriers
- limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier
- limiter les pollutions de proximité liées au chantier
- limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge

1. ENGAGEMENT LORS DE LA SIGNATURE

La charte "Chantier Propre" fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux.

Le présent document sera remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier.

Celles-ci devront signer et respecter en tout point l'engagement pris lors de la signature de la charte « Chantier Propre ».

2. RESPONSABILITE, CONTROLE ET SANCTIONS

Le maître d'œuvre veillera à la mise en application des prescriptions de la présente charte, par des contrôles au moment et en dehors des réunions de chantier et par des visites inopinées sur le site.

En ce qui concerne les chantiers de plus grande envergure, un responsable « chantier propre » sera nommé au démarrage du chantier par le maître d'œuvre. Celui-ci aura la même responsabilité précédemment décrite.

Le personnel de chaque entreprise intervenant sur le chantier, sera tenu informé par leur chef de chantier respectif des règles en vigueur. En cas de non-respect des règles, le maître d'œuvre ou responsable du chantier pourra adresser des remarques orales ou écrites aux entreprises. En cas de refus d'obtempérer, l'entreprise veillera à exclure le membre du personnel du chantier.

En cas de non-respect de la charte, le maître d'ouvrage, se réserve le droit d'après le constat du « Responsable chantier propre et du maître d'œuvre » d'appliquer à l'entreprises non respectueuse de cette charte une pénalité forfaitaire. (Soit 150€ par manquement constaté)



CHARTRE CHANTIER PROPRE INTERMARCHÉ GRIGNAN

3. ORGANISATION DU CHANTIER ET PROPRETE

Une étude préalable au chantier sera réalisée, sur les différentes possibilités de systèmes constructifs, les techniques, engins et matériaux.

Une planification de l'horaire, permettra de regrouper les travaux bruyants.

Un plan de chantier sera réalisé afin de déterminer les différentes zones d'intervention en reprenant les périmètres bien définis suivants :

- construction,
- limites de chantier,
- zone de stationnement,
- zone d'accès et de livraison,
- zone pour la gestion des déchets,
- zone de stockage des matériaux,
- zone de stockage des terres,
- prévoir un sens de circulation sur le chantier,
- prévoir un cheminement engins,
- prévoir un cheminement piéton,
- aire de fabrication ou de livraison de béton, etc.
- aire de manoeuvre des grues
- des moyens seront mis à disposition pour assurer la propreté du chantier (bacs de rétention, bacs de décantation, protection par filets des bennes pour le tri des déchets...)
- le nettoyage des cantonnements intérieur et extérieur, des accès et des zones de passage, ainsi que des zones de travail, sera effectué régulièrement.
- le brûlage des déchets sur le chantier est strictement interdit

Par ailleurs les périodes de livraison seront planifiées afin d'éviter les heures de pointes, le bruit à des heures tardives et toute nuisance pour le voisinage.

L'accès au chantier sera fléché de manière spécifique.

Si les périmètres sont bien définis et espacés, ils seront lisibles dans l'espace.

Ce plan sera aussi affiché à l'entrée du chantier à l'attention du personnel.

Les entreprises s'engagent à respecter le plan d'installation de chantier avec repérage de toutes les zones spécifiques. Chaque zone doit faire l'objet d'un traitement adapté.

Pour leurs prestations, ainsi que pour toutes autres, les entreprises veilleront à faire appliquer ce plan sur toute la durée du chantier. Le maître d'oeuvre se réserve le droit d'intervenir, après mise en demeure de l'entreprise défaillante, pour faire respecter la propreté du chantier par l'intermédiaire d'une entreprise spécialisée au frais des entreprises et par le biais du compte prorata.

Les espaces situés dans l'emprise des travaux et des installations de chantier seront l'objet d'un nettoyage courant quotidien et d'un nettoyage soigné en fin de semaine. Les matériaux de démolition, les déchets, les débris seront évacués au fur et à mesure. Le stockage des matériaux sera organisé sur des zones spécifiques en fonction des prestations à exécuter et de manière à contribuer à la propreté du site. A chaque fin de journée, les engins de chantier et le matériel seront rangés dans les emprises fixées par le Maître d'oeuvre, éventuellement portées sur le plan d'installation de chantier.



CHARTRE CHANTIER PROPRE INTERMARCHÉ GRIGNAN

Les espaces situés hors de l'emprise du chantier devront être maintenus en toute circonstance dans un état de propreté correct. Aucun stockage de matériaux n'est autorisé à l'extérieur de la zone affectée par les travaux et les installations de chantier.

Dans le cas d'une pollution accidentelle (boue, déchets, papiers, chiffons, plastiques, béton, matériaux divers), l'entreprise concernée procèdera au nettoyage et, s'il en est besoin, au lavage des chaussées et des trottoirs afin d'assurer la sécurité des usagers aux abords du chantier.

Les clôtures, baraques de chantier, matériels de chantier (silos, centrales à béton) seront nettoyés régulièrement et aussi souvent que nécessaire.

3.1 STATIONNEMENT DES VEHICULES DU PERSONNEL DE CHANTIER

Le stationnement des véhicules du personnel s'effectuera sur les zones prévues à cet effet, et en aucun cas sur la voie publique en dehors du chantier, afin de ne produire dans les rues voisines aucune gêne ou nuisance. Des exceptions pourront être faites pour les chantiers en zones urbaines dans le cas où le foncier ne permettrait pas d'exploiter des zones de stationnement.

3.2 ACCES DES VEHICULES DE LIVRAISON

L'entreprise chargée de la livraison doit être tenue informée de la démarche qualité environnementale du chantier. L'impact des accès du chantier, la circulation et le stationnement autour du chantier pendant les différentes phases du chantier doit être étudié afin de diminuer les perturbations du voisinage, qui seront sources de conflits.

- les livraisons seront planifiées sur la journée afin d'éviter les livraisons aux heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances au voisinage
- des panneaux indiquent l'itinéraire pour le chantier et les accès livraison



CHARTRE CHANTIER PROPRE INTERMARCHÉ GRIGNAN

4. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

4.1 ETAT DES LIEUX

Un état des lieux des abords (trottoirs, pignons, espaces verts, plantes ou autres) sera effectué par le maître d'œuvre ou le « Responsable chantier propre ». Il sera agrémenté de photographies. Cet état des lieux sera renouvelé deux fois : une fois au cours du chantier et une fois au terme du chantier.

4.2 SAUVEGARDE DES ARBRES ET VEGETAUX

Afin de préserver les arbres, l'entreprise procédera obligatoirement à la protection des plantations. L'entreprise prendra toutes dispositions nécessaires lors de son intervention quelle qu'elle soit, pour ne pas sectionner les racines.

4.3 PROTECTION DES ABORDS DE LA ZONE D'INTERVENTION

Les entreprises prendront les dispositions nécessaires pour maintenir l'écoulement des eaux notamment celle des caniveaux de manière à éviter tout débordement qui aurait des répercussions sur les propriétés riveraines, les ouvrages souterrains, les cheminements piétons.

Des bacs de rétentions devront être mis sous les engins de façon à récupérer les hydrocarbures.

Aucun déversement ne sera fait sur le sol qui par infiltration pourrait polluer le sous-sol ou abîmer les arbres.

5. REDUCTION DES NUISANCES

5.1 LUTTE CONTRE LE BRUIT

L'entreprise s'assurera de l'homologation de ses engins et véhicules de chantier au regard de la réglementation sur le bruit. Elle veillera aussi à ce qu'ils soient convenablement entretenus pour rester conformes à cette homologation. Les horaires devront être respectés. L'entreprise donnera des consignes pour arrêter les machines temporairement inemployées et respectera la réglementation en vigueur.

5.2 PERFORMANCES DES MOYENS MECANQUES (ASPECT ET FONCTIONNEMENT)

Tous les véhicules et engins divers présenteront en permanence un bon aspect d'entretien. Ils seront munis de dispositifs avertisseurs sonores et visuels.

6. TRAITEMENT / TRI DES DECHETS ET VALORISATION DES DECHETS COLLECTES

Les entreprises devront :

- Réduire les flux de déchets en utilisant des matériaux et des techniques qui produisent des quantités limitées de déchets et en favorisant la réutilisation des matériaux sur le chantier,
- Assumer la responsabilité du tri de leurs déchets, de leur dépôt dans les bennes adaptées mises en place sur le chantier et supporter les coûts de traitement de ceux-ci,
- Installer au moins trois bennes sur le chantier (déchets inertes, DIB, déchets bois/métaux),
- Justifier des modalités de transport, de la destination des déchets et de leur devenir (traçabilité), lors de la gestion et de l'évacuation des déchets,
- Lister les matériaux qu'elles vont utiliser de façon à bien appréhender l'élimination et la revalorisation des déchets,
- Tenir à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, les documents relatifs à la gestion des déchets (traçabilité). Elles devront remplir les bordereaux de suivi de déchets de chantier et les leur communiquer dûment remplis aux besoins.



CHARTRE CHANTIER PROPRE INTERMARCHÉ GRIGNAN

- Utiliser sur le site de l'eau provenant d'une cuve d'eau de pluie. En cas d'impossibilité, l'utilisation de l'eau de Ville sera faite de manière parcimonieuse en évitant tout gaspillage.
- Les eaux de lavage des outils et bennes devront être traitées par la mise en place de bacs de rétention pour le nettoyage. En ce qui concerne les bennes à béton, les dépôts de béton devront être jetés dans la benne à gravats inertes.
- Concernant les huiles de décoffrage, les huiles végétales seront privilégiées. Cependant, les quantités mises en oeuvre devront être limitées au strict nécessaire.

Les bennes seront regroupées dans la zone définie au préalable pour le tri sélectif notamment :

- benne pour le bois et déchets verts
- benne pour le papier et le carton
- benne pour métaux non ferreux et stockage du fer
- benne pour les déchets industriels banals (DIB)
- benne pour le plâtre
- benne béton / ciment, maçonnerie brique

Pour chaque type de déchet, des filières de traitement et de valorisation seront recherchées à l'échelle locale notamment :

- bétons et gravats inertes : concassage, triage, calibrage
- déchets métalliques : ferrailleur
- déchets verts : compostage
- incinération, décharge de classe I ou classe II
- peintures et vernis : tri et incinération ou décharge de classe I



CHARTRE CHANTIER PROPRE INTERMARCHÉ GRIGNAN

Acceptation

Les entreprises soussignées déclarent accepter la présente charte chantier propre sans aucune restriction en date du :